ASSEMBLÉE NATIONALE

6 novembre 2018

LOI DE PROGRAMMATION 2019-2022 ET DE RÉFORME POUR LA JUSTICE - (N° 1349)

Adopté

SOUS-AMENDEMENT

N ° CL1079

présenté par

Mme Avia, rapporteure

à l'amendement n° CL|744 de M. Terlier

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 8, insérer l'article suivant:

Compléter cet amendement par les deux alinéas suivants :

« 10° L'article 1399 est complété par l'alinéa suivant :

« Toutefois, la personne en charge de la mesure de protection peut saisir le juge pour être autorisé à conclure seul une convention matrimoniale, en vue de préserver les intérêts de la personne protégée. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent sous-amendement distingue, au sein du mariage, la décision de se marier et le choix du conjoint d'une part, qui relèvent de la personne protégée et qui ne doivent subir qu'un contrôle minimal, et, d'autre part, le choix du régime matrimonial et l'établissement de stipulations relatives au patrimoine des époux, qui entrent pleinement dans la mesure de protection. Il est proposé que cette dernière soit prise en charge par le tuteur sur autorisation du juge.